



SEPTEMBRE 2013

Pages 2-3

Afrique

Accaparement des terres
Afrique du Sud, Cameroun

Pages 4-5

Amérique latine

Forum de São Paulo
Chili 40 ans du coup d'État

Pages 6-7

Asie

Assises France-Vietnam
Chine, Laos, Vietnam

Pages 8-9

Europe

Peut-on changer l'Europe ?

Pages 10-11

Proche Orient

Palestine, Syrie, Kurdistan

Page 12

Paix-désarmement
Martinique et Réunion

Pages 13-14

Activités

Page 15

Calendrier
Suggestions de lecture

Page 16

Événement

Brochure Palestine
Campagne Barghouti

« Vous, dirigeants, êtes là pour servir les peuples »

Les médias ont fait peu de cas du discours d'ouverture de Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, à la 68^e Assemblée générale de l'organisation. Il aurait pourtant dû retenir l'attention de tous au moment même où la logique de « puissances » est réactivée par la France, les États-Unis, mais aussi la Russie, la Turquie, l'Iran, le Qatar, Israël ou l'Arabie saoudite, et par le régime syrien qui a réussi à détourner la colère et la contestation populaires de son peuple en faisant de la Syrie, le théâtre de convoitises et d'enjeux régionaux et mondiaux.

« Nous vivons une époque riche de possibilités. Nous sommes la première génération qui a les moyens de faire disparaître la pauvreté de la surface de la terre. [...] Alors que les besoins de l'humanité sont immenses, les dépenses d'armement demeurent absurdelement élevées. Nous devons reconnaître les vraies priorités et investir dans les gens au lieu de gaspiller des milliards en armes de guerre. Vous, dirigeants, êtes là pour servir les peuples. Vous pouvez être ceux qui présideront à l'éradication de la pauvreté, concrétiseront la volonté des peuples et feront entrer l'humanité dans une ère de développement et de paix durables. [...] J'exhorte chacun d'entre vous à faire sienne la logique mondiale de notre époque. Les destins des uns et des autres étant de plus en plus étroitement liés, notre avenir doit être placé sous le signe d'une coopération de plus en plus étroite elle aussi ».

Contre une logique de « puissances » arrogantes et dominatrices, spoliatrices et guerrières, qui conditionne encore les relations internationales, une logique de l'intérêt des peuples, de la paix, de la solidarité et de la coopération pour un développement de tous grandit. Elle est l'œuvre de citoyens.

Le 24 septembre, un mois tout juste après les déclarations fracassantes d'un président français appelant à « punir » les actes de guerre du régime syrien en poussant le monde dans le risque d'escalade militaire, le Conseil de sécurité adoptait une résolution sur le démantèlement des armes chimiques en Syrie résultant d'un accord entre Russes et Américains. Le ministre français des Affaires étrangères, en poursuivant des buts de guerre au détriment de tout processus diplomatique, a agi de telle sorte qu'en trente jours, la France s'est exclue de facto des échanges diplomatiques sur la situation syrienne et a perdu le peu de confiance et de crédit qui lui restait après dix ans de sarkozysme. Tous nos interlocuteurs internationaux nous ont interrogés : pourquoi la France, dirigée censément par la gauche, fait-elle cela ? Assurément, toute valeur et tout principe progressiste, pour ne pas dire de justice et transformation sociale, ont été abandonnés au bénéfice d'une logique de puissance que la France serait censée mettre à son profit, si ce n'est à son actif. « Puissance de référence » a maintes fois répété le ministre, voici ce qui résumerait le rôle international de notre nation. Les profonds déséquilibres sociaux et économiques dans chaque pays, entre pays, et entre continents, ne sont pas pour le président et son gouvernement les défis à relever. Pour eux, ce sont les parts de marchés, les positions géostratégiques et les réseaux d'influence de la France qui font sa politique étrangère. En oubliant au passage que le capitalisme financier n'a pas de patrie et qu'il sait mettre ses œufs dans plusieurs paniers, pour partout, quoi qu'il en soit, s'accaparer les richesses, affaiblir les États, et donc asservir les peuples.

« Un État ne se construit pas à partir des fêtes, des célébrations, des feux d'artifice et des défilés. Il devient un État véritable lorsqu'il dispose d'un grand nombre de savants, de chercheurs et d'ingénieurs qui participent à la gestion des affaires et le font sortir de la dépendance et de l'esclavagisme vers la libération réelle ». Extraits d'un texte intitulé *Vers la construction d'une société nouvelle*, ces mots ont été prononcés par Mehdi Ben Barka le 31 juillet 1958 dans une conférence des cadres de son parti. Plus d'un demi-siècle plus tard, ils résonnent avec acuité et disent le sens de notre combat, du combat de toutes les forces de progrès qui à travers le monde agissent pour l'émancipation humaine et travaillent à faire grandir les convergences d'idées et d'action pour un monde plus juste. Nous y consacrons tous les jours toute notre énergie, et nous ne sommes pas prêts de baisser les bras. Ce numéro qui revient sur les événements internationaux de la Fête de l'Humanité 2013 en témoigne : « La grande paix humaine est possible ».

Lydia Samarbaksh



LUTTE CONTRE LA FAIM ET ACCAPAREMENT DES TERRES AGRICOLES

comprendre et déconstruire le discours de l'Union européenne et de la France

Des entreprises transnationales, des banques et des gouvernements ont fait main basse sur les terres de nombreux pays africains. Un accaparement qui a de graves conséquences pour les populations et qui inquiète les acteurs démocratiques et progressistes du continent. L'Afrique possède près de la moitié de toutes les terres utilisables non cultivées de la planète. Avec ses terres très peu identifiées, peu cadastrées, elle est une proie facile.

Il va sans dire que l'accaparement se fait sans le consentement des populations, sans évaluation des impacts sociaux, économiques et environnementaux. Les investisseurs ont fait évoluer les conditions de leur pillage, ils privilégient souvent la location sous forme de bail plutôt que l'achat, ce qui leur évite de se préoccuper de la détérioration des terres : elles peuvent être surexploitées, polluées puisqu'il n'y aura pas de revente. Les prix défient l'entendement : c'est parfois quelques euros par an la location d'un hectare.

Depuis les émeutes de la faim dans plusieurs pays, l'accaparement s'accélère. Pour les investisseurs ce serait une chance pour le développement de l'agriculture et la lutte contre la faim, dans un moment où la malnutrition recule peu sur le continent.

Les pays européens multiplient les déclarations en faveur de la souveraineté alimentaire et du développement d'une agriculture paysanne, prônés par le système des Nations unies. Mais dans les faits, ils facilitent avant tout les investissements par des grands acteurs de l'agrobusiness. La France n'échappe pas à cette contradiction entre les discours et les actes. Lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement qui s'est déroulé en juillet dernier, le gouvernement français a décidé de « promouvoir une agriculture familiale, productrice de richesse et d'emplois et respectueuse des écosystèmes ». Avec dans cet objectif l'idée de « sécuriser le foncier ». Dans le même temps, lors du Sommet contre la faim le 8 juin dernier à Londres, les pays du G8, dont la France, ont réaffirmé les objectifs

de la « Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition ». Derrière les belles déclarations, il y a la volonté de favoriser un environnement propice aux investissements privés, en particulier étrangers. Quitte à modifier les législations nationales afin de « créer un climat d'investissement sécurisant pour les investisseurs privés et faciliter l'accès à la terre et son utilisation productive sécurisée » au Burkina Faso, ou de « promouvoir la libéralisation et la facilitation des échanges commerciaux » au Mozambique. Des moyens considérables sont débloqués en ce sens : un récent rapport de la Banque mondiale propose un plan de réforme foncière de 4,5 milliards de dollars « pour éradiquer la pauvreté en Afrique ». Pour l'auteur du texte, « au moment où le monde manifeste un intérêt grandissant à l'égard des terres de l'Afrique, ce rapport offre une feuille de route utile [...] pour garantir les droits fonciers des Africains en vue de promouvoir une prospérité partagée ». Mais la manne financière est dédiée exclusivement aux investissements privés, pour les sécuriser et les rentabiliser dans un marché toujours plus ouvert. Ce qui revient à accentuer les inégalités du rapport de force entre les populations et les acteurs étrangers ou locaux.

Dans le monde, seuls 2 % des exploitations agricoles sont mécanisées. 70 % de ceux qui souffrent de la faim sont eux-mêmes paysans. L'accaparement ne peut que déstructurer davantage les cultures vivrières et l'agriculture paysanne. Il faudrait au contraire permettre aux paysans africains d'accéder à leurs terres et de se former. La France et l'Union européenne doivent développer les coopérations et les investissements publics en faveur de la mécanisation et de la modernisation des exploitations. Autant des solidarités nouvelles à construire avec les forces progressistes africaines, politiques, syndicales, associatives pour des alternatives qui peuvent nous être communes.

Dominique Josse
co-animateur du collectif Afrique



L'ambassadrice d'Afrique du Sud à la Fête

L'ambassadrice d'Afrique du sud, **Madame Dolona Msimang**, accompagnée de sa collaboratrice Vanessa Albertini, a été chaleureusement reçue par le PCF lors de leur venue à la Fête de l'Humanité.

Impressionnée par le nombre de visiteurs, de stands et de débats, Madame l'ambassadrice a pu mesurer combien l'Afrique du Sud et la lutte contre l'apartheid ont mobilisé et marquent encore le peuple de gauche qui arpente les allées de la Fête.

Elle a rencontré des jeunes qui ont voyagé en Afrique du Sud, des communistes qui se sont mobilisés pour la libération de **Nelson Mandela**. Elle a pu échanger avec Patrick Coulon, auteur d'ouvrage et de nombreux articles sur la lutte anti-apartheid, des camarades du Mouvement jeunes communistes qui ont participé à l'occupation de l'ambassade d'apartheid à Paris. Elle s'est entretenue également avec **Vincent Maurin**, conseiller municipal et communautaire de Bordeaux, qui mène une large campagne citoyenne afin que le grand stade bordelais prenne le nom de Nelson Mandela.

Ces contacts devraient connaître des suites positives.

Dominique Josse
co-animateur du collectif Afrique

la délégation du PCF était conduite par Dominique Josse sur notre photo, Patrick Coulon et Mme Msimang, ambassadrice d'Afrique du Sud



inquiétudes pour Albert Moutoudou

Albert Moutoudou, secrétaire général de l'UPC Cameroun, tout comme Maximilienne Ngo Mbé, directrice du Réseau de défense des droits humains en Afrique centrale ont reçu de graves menaces de mort. Dans un contexte hyper répressif contre les opposants, le dictateur Paul Biya avait déjà fait arrêter et emprisonner le dirigeant politique lors d'une manifestation pourtant déclarée en préfecture. Relâché, celui-ci n'est pas à l'abri des conclusions d'un procès qui pourraient déboucher sur de la prison ferme.

Le PCF a exprimé son soutien à ces deux camarades et aux militants de l'UPC Cameroun. Albert Moutoudou, bien connu et très estimé de nous, qui a vécu de nombreuses années en France, est une personnalité connue et appréciée de la diaspora africaine, du milieu associatif de France. Ces menaces créent beaucoup d'émotion et d'inquiétude parmi les larges rangs des progressistes. S'en faisant l'écho, la sénatrice Michelle Demessine, membre de la commission des Affaires étrangères est intervenue auprès de Laurent Fabius demandant aussi au gouvernement de la France d'assurer la protection de ces deux personnalités.

Nous restons extrêmement vigilants.

Sylvie Jan
co-animateur du collectif Afrique **3**



ils étaient à la Fête

Cameroun

Moukoko Priso, Ndgimbous Batjom, Ndedi Ekwalla, Ndgongo Njoh, Augusta Epanya, représentants de l'UPC

Comores

Moustafa Saïd Cheikh, président du Front démocratique
Youssef Moussa, fédération de Mayotte
Ibrahim Ben Omar, fédération d'Anjouan
Salma Mouhsine, fédération de Grande Comore
Idi Bacar Ali, fédération de grande Comore

Côte d'Ivoire

Ohouchi Clotilde, Bamba Massani et Brigitte Kuyo, Front populaire ivoirien ; Mathilde Thébault, représentante de *Halte au génocide*

Djibouti

Mohamed Khadamy, représentant du FRUD
Aïcha Dabalé, présidente *Comité des femmes djiboutiennes contre le viol et l'impunité*

RDC

Alphonse Mayimbi, Evaristte Nyembo, Andy Mavambu, Alphonse Mayimbi

Sénégal

Magatte Thiam, secrétaire général du PIT
avec Samba Sy, Maguèye Kasse, Seynabou Gaye



la gauche latino-américaine s'est réunie à São Paulo

La XIX^e Forum de São Paulo, qui regroupe l'ensemble de la gauche latino-américaine dans toute sa diversité, s'est réuni entre le 31 juillet et le 4 août derniers à São Paulo. La déclaration commune et le plan adoptés apportent une analyse sur les grands défis que ces forces rencontrent et les propositions et actions qu'elles avancent. Les mobilisations populaires que le Brésil a connu au printemps ont été au centre des discussions, ainsi que la nécessité d'approfondir les changements et l'intégration régionale pour mieux faire face à la crise du capitalisme.

Les pays gouvernés par la gauche latino-américaine ont affirmé la souveraineté des peuples et leur indépendance politique. Mais le modèle de développement suivi jusqu'ici reste fondé sur l'exportation des ressources naturelles, certes aujourd'hui nationalisées et source des moyens nécessaires pour la mise en œuvre de politiques de développement social, mais qui rend les pays de la région dépendants des fluctuations des marchés mondiaux et des politiques monétaires des puissances capitalistes. Le dépassement de ce modèle propre aux pays capitalistes en développement est l'une des questions que la gauche latino-américaine débat.

La Forum de São Paulo donne une place centrale à l'accélération du processus d'intégration. Des divergences au sein du Mercosur¹, qui s'est affirmé comme un projet politique mais a du mal à se consolider en tant que zone de coopération économique et commerciale, et la création de l'Alliance du Pacifique² plus favorable aux logiques libérales, sont des éléments qui ralentissent l'unité que le président Hugo Chavez a toujours défendue. L'Alliance du Pacifique est perçue comme un instrument pour créer une instabilité et favoriser les divisions.

Lors de la séance d'ouverture de cette rencontre, le discours prononcé par l'ex-président Luis Inacio Lula da Silva a été particulièrement remarqué. En partant de l'exemple des mobilisations populaires qui ont eu

lieu au Brésil, il a appelé les partis de la gauche latino-américaine à abandonner une certaine forme de faire de la politique « à l'ancienne » et à être toujours près du peuple. Il a critiqué les partis de la gauche européenne qui « ont un discours qui ressemble beaucoup à celui de la droite ». Il a donné comme exemple d'un parti qui s'est éloigné des gens le cas du PSOE et, en se référant à celui qui fut le Parti communiste italien devenu Parti démocrate, il a considéré que, de changement en changement, ce dernier a fini par devenir « tout ce qu'il critiquait avant ».

Le Plan d'action adopté organise la solidarité avec les partis de gauche qui devront affronter les forces de la droite lors des élections à venir : Chili, Honduras, Venezuela, Salvador, Argentine. Une campagne pour la paix en Colombie sera organisée ainsi qu'une rencontre avec les organisations d'Haïti pour la mise en place d'un programme de coopération. La gauche latino-américaine s'engage pleinement en faveur de la paix et de l'autodétermination des peuples, et elle critique l'ingérence des puissances occidentales en Syrie.

La délégation du Parti communiste français, conduite par Gilles Garnier, membre du Comité exécutif, a participé aux débats du Forum. Dans la continuité des relations de coopération qui existent entre le Forum de São Paulo et le Parti de la gauche européenne, un séminaire a été organisé sur le thème : *Les gauches européennes face à la crise*, avec la participation de la délégation du PCF et des partis membres du PGE.

Dans une résolution commune, le FSP et le PGE ont rendu hommage au président Hugo Chavez disparu en mars de cette année et à son action en faveur de l'unité des peuples de l'Amérique latine.

Ils ont adopté un plan de travail pour les mois à venir avec, notamment, l'organisation conjointe du 3^e séminaire sur le thème des droits des migrants et l'organisation d'un séminaire de réflexion sur la situation au Moyen Orient avec la participation des forces progressistes de cette région.

1. Marché commun intégré par le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et depuis peu par le Venezuela.

2. Formée par des pays aux gouvernements alliés des États-Unis : Colombie, Pérou, Mexique et Chili.



Chili : 40 ans du coup d'État

C'est toujours avec une grande émotion qu'on évoque le souvenir du gouvernement du Front populaire et du président Salvador Allende. Cette expérience révolutionnaire est celle du peuple chilien. Elle est aussi celle de tous ceux qui, encore aujourd'hui, luttent pour changer le monde en laissant derrière dans l'histoire le capitalisme en crise.

En seulement trois ans, le gouvernement de l'Unité populaire a accompli des changements profonds. Sa stratégie démocratique et unitaire visait de grands objectifs : gagner le gouvernement pour changer profondément les institutions et rendre sa souveraineté au peuple, créer des espaces pour la participation démocratique en commençant par les entreprises, nationaliser les richesses naturelles, prendre le contrôle du secteur financier, mettre fin aux monopoles qui contrôlaient l'économie, redistribuer les richesses produites pour mettre fin aux inégalités et à la pauvreté, mener à terme une réforme agraire inachevée, s'émanciper de l'hégémonie étasunienne et développer une politique extérieure indépendante. Il a fallu une grande violence pour arrêter l'action du gouvernement de Salvador Allende. Il s'agissait d'étouffer, d'anéantir toute idée liée à l'émancipation humaine.

Depuis 20 ans, les peuples de l'Amérique latine ont repris les objectifs de l'Unité populaire et font grandir des expériences de gouvernement qui, comme au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, reprennent le contrôle des ressources naturelles, nationalisent des banques, l'électricité. La démocratie participative est inscrite dans les nouvelles Constitutions et la lutte pour l'égalité et pour les droits à la santé et l'éducation est au centre des stratégies de développement.

La dictature a voulu rendre le peuple chilien docile et dépolitisé. Aujourd'hui il est l'acteur de

luttés déterminées et combatives. Celle des étudiants, exemplaire par sa lucidité et pour son souci de rassemblement, a mis en avant l'exigence d'une nouvelle Constitution comme condition *sine qua non* pour abattre le système hérité de la dictature. La réponse à chacune des demandes qu'expriment les luttes du peuple chilien passe par le renversement des logiques néolibérales inscrites dans la constitution pinochetiste et qui sont celles du modèle en place depuis 1973 et continuées depuis. Ces exigences populaires, qui ouvrent la possibilité d'un changement, pourront s'exprimer lors des élections présidentielles du 17 novembre prochain.

Au nom du Parti communiste français, je voudrais apporter toute notre solidarité avec le peuple chilien qui se bat aujourd'hui contre le présidentialisme et l'autoritarisme hérités du pinochetisme. Battre la droite aujourd'hui est un premier pas pour créer les conditions afin qu'à nouveau la santé et l'éducation soient des droits et non des marchandises. Il est temps de mettre fin à un système qui criminalise les mouvements sociaux. Il est temps de donner au peuple Mapuche tous ses droits et la justice pour ceux d'entre eux qui sont poursuivis. Il est temps de rendre justice aux 40 000 Chiliens qui ont souffert la prison et la torture, les plus de 3000 assassinés, en mettant fin à l'impunité dont bénéficient encore un grand nombre de responsables de la dictature.

Je veux rendre hommage, en ce 40^e anniversaire, aux militants qui ont construit l'Unité populaire, à tous ceux qui sont tombés. Leurs rêves sont toujours présents et deviennent réalité dans les luttes d'aujourd'hui.

Salvador Allende se voyait comme « un militant du socialisme qui a compris que la possibilité pour le peuple de triompher résidait dans l'unité », celle du président qui n'a pas hésité à prendre parti dans la confrontation avec les puissants : « Je ne suis pas le président des spéculateurs », disait-il.

Salvador Allende vit !

extraits de l'intervention d'Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national du PCF, le 11 septembre à l'hommage rendu à Salvador Allende à Paris, devant l'ambassade du Chili, organisé par France Amérique latine



ils étaient à la Fête

José Reinaldo, directeur de *Vermelho*, Brésil

Jaime Caycedo, secrétaire général du PC colombien

L'UNRG du Guatemala

La délégation du PC cubain

La délégation du Venezuela

Jean-Paul Guevara, ambassadeur de Bolivie en France



Assises France-Vietnam

Les 9^{èmes} Assises de la coopération franco-vietnamienne se sont tenues à Brest cet été. Elles ont lieu tous les deux ans alternativement en France et au Vietnam, rassemblant les acteurs de la coopération décentralisée, les représentants des gouvernements, des organismes et associations concernés.

Cette année, avec 350 participants dont 140 représentants venus de collectivités ou d'organismes vietnamiens, les Assises se sont prolongées par une série de rencontres dans les régions, départements et villes où les projets se construisent.

Ces Assises se sont inscrites dans la continuité, ayant déjà un long passé et un bilan important fondé sur des valeurs de solidarité et de confiance. Mais elles n'étaient pas le simple prolongement des assises antérieures : elles se devaient d'aborder les dimensions nouvelles d'une coopération qui ne peut se développer qu'en prenant pleinement en compte les enjeux et les défis d'un monde en profond mouvement. Mouvement marqué à la fois par les aspects négatifs d'une crise profonde avec les inégalités, les violences et les risques, mais aussi par des émergences dans le développement et des affirmations d'émancipation. Tout cela traversant l'ensemble des questions et des projets de la coopération décentralisée : de la santé, de l'éducation, de l'urbanisation, de l'évolution du monde rural, etc.

Les coopérations décentralisées doivent évoluer selon une dynamique basée non seulement sur la solidarité, mais sur des partenariats s'inscrivant dans les problématiques à la fois nationales – France/Vietnam – et globales.

Ainsi, la coopération franco-vietnamienne prend en compte le fait que le Vietnam a une des croissances les plus dynamiques d'Asie et une nouvelle économie émergente s'appuyant sur des besoins humains dans une société qui se transforme en profondeur avec toutes les contradictions que cela suppose. C'est en répondant aux besoins de formation, d'éducation, d'échanges technologiques, de partenariats dans les domaines urbains, agricoles, etc... que le rôle de la coopération décentralisée grandit.

Les coopérations décentralisées doivent passer d'une conception de l'aide à un partenariat qui établit un lien entre le local, le national et le global, créant ainsi les conditions d'une participation citoyenne à travers les territoires, les associations, sur des terrains où toutes les grandes questions du développement des rapports entre les peuples sont posées.

Ce sont ces dimensions qui étaient au cœur de chacun des ateliers. Par exemple, sur la coopération culturelle, la dimension émancipatrice de la culture et le rôle des dialogues des civilisations ont été pris comme un élément fondamental du développement pour faire reculer les idéologies de la peur, de la haine et faire prévaloir les besoins humains comme moteur du développement.

Bien entendu ce lien entre le local et le mondial, le global et la citoyenneté ne peut se développer que dans le cadre de relations entre le Vietnam, la France et l'Europe. Le récent rapport Laignel qui vient d'être remis au gouvernement veut donner une impulsion à la coopération décentralisée sur tous les terrains du développement durable et de la préservation de la planète. L'accent mis sur le rôle de la coopération décentralisée peut être tout à fait positif à condition que la promotion de l'engagement des collectivités ne se traduise pas par un désengagement de l'État et de la puissance publique.

C'est pourquoi les visites de Laurent Fabius à Hanoï et du ministre des Affaires étrangères du Vietnam à Paris, doivent se traduire par la montée en puissance des relations politiques, économiques, culturelles entre les deux pays et s'exprimer par un accord de coopération stratégique dans le cadre duquel la coopération décentralisée jouera tout son rôle.

Les conditions doivent évoluer pour que l'on avance dans le sens de rapports fructueux entre la France et le Vietnam. Les Assises de Brest prouvent que les collectivités et associations sont prêtes à y apporter toutes leurs contributions.

Paul Fromont
conseiller régional PCF honoraire

ASIE



CHINE

Dans le cadre de la Fête de l'Humanité, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, Lydia Samarbaksh, membre du Comité exécutif, responsable des relations internationales, Gilles Garnier, membre du Comité exécutif en charge de l'Europe, Igor Zamichiei, membre du Conseil national et secrétaire de la Fédération de Paris, Christiane Marcie et Géraldine Garcia, collaboratrices du secteur international ont rencontré une délégation de cinq responsables du Parti communiste chinois conduite par Wu Tianjun, membre permanent du Comité du Parti communiste chinois pour la Province du Henan et secrétaire du Comité du PCC pour la ville de Zhengzhou. Des discussions amicales et fructueuses ont souligné la qualité des relations entre nos deux partis, et ont permis d'évoquer la situation politique en France et en Europe, le rôle de la gauche dans notre pays et la position du Parti communiste français. Un échange approfondi a abordé la situation internationale.

Nous connaissons la position chinoise hostile, de principe, à toute intervention dans les affaires intérieures d'un autre pays, et qui, sur la Syrie, soutient la proposition russe du refus de tout recours à la force armée de la part de la « Communauté internationale ». Devant l'activisme du gouvernement Hollande, les analyses chinoises ont été clairement explicitées dans deux articles récents (le *Quotidien du Peuple* en ligne du 14/09 et l'agence de presse *Chine Nouvelle-Xinhua* du 20/09). Ils citent les travaux de divers chercheurs de l'Académie des Sciences sociales. « Il semble que la France n'ait pas renoncé à son ancienne façon de penser, trouver une solution aux problèmes par la guerre. [...] La France commettrait alors une grosse erreur » (Q.D.P.). Ils rappellent la position de J.P. Raffarin, il y a dix ans, lors du lancement de la guerre en Irak : « Jean-Pierre Raffarin, qui était alors Premier ministre français, avait dit avec un grand courage politique que le lancement de la guerre contre l'Irak par les États-Unis était une triple erreur, morale, politique et de prise de décision, ... » (id.). « Dix ans plus tard, il serait bien que les dirigeants français d'aujourd'hui se souviennent des paroles de Jean-Pierre Raffarin, et qu'ils

réfléchissent sur leur position et leur attitude face à la crise en Syrie. Car en fin de compte, l'usage de la force ne pourra pas résoudre la crise en Syrie, et le seul moyen réaliste pour résoudre la crise en Syrie est une solution politique » (id). « Les réactions françaises tout au long de la crise syrienne méritent également de se pencher dessus » (Xinhua) : « la France se sent plus touchée par une crise impliquant la Syrie que d'autres pays, car il s'agit d'une ancienne colonie française... Cependant, les appels lancés par le président français pour des sanctions contre le gouvernement Assad avaient pour but de faire remonter sa cote de popularité en berne à cause de ses échecs en matière de politique intérieure » (id.). Sans commentaire... Une lucidité certaine !

Christiane Marcie

LAOS

Le dimanche matin de la Fête de l'Humanité, une rencontre consacrée au Laos s'est déroulée au stand de l'ANECR (Association nationale des élus communistes et républicains) en présence de M. Khouanta Phalivong, ambassadeur en France de la République démocratique populaire lao, et Pierre Marcie y représentait le secteur international du PCF.

L'ambassadeur a présenté le Laos, petit pays de 6 millions d'habitants et 49 ethnies, parmi lesquelles les Lao comptant pour 60%, enclavé au cœur de la péninsule indochinoise et adossé à des puissances émergentes par son insertion dans les organisations régionales politiques et économiques, l'ASEAN notamment. Cette position lui confère un rôle pivot assumé dans tous les développements régionaux, confirmé par sa volonté de s'insérer dans les projets de développement de chacun des pays de la région, la mise en œuvre des richesses (minières, agricoles, touristiques, culturelles) et potentiels (hydroélectriques, voies ferrées), et une volonté d'ouverture à des coopérations réciproquement bénéfiques.

Notre parti a exprimé le souhait de renouer avec nos camarades laotiens des liens étroits et réguliers.

Pierre Marcie

VIETNAM

Le vendredi après-midi de la Fête, le grand stand du *Nhan Dan*, le journal du Parti communiste du Vietnam, a été solennellement inauguré par l'ambassadeur du Vietnam à Paris et par Lydia Samarbaksh, responsable des relations internationales du PCF, qui ont tous les deux rappelé nos liens réciproques de solidarité active durant ces bien lourdes épreuves traversées par le peuple vietnamien et souligné nos engagements pour un monde de coopération entre les nations.



ils étaient à la Fête

Délégation de Chine conduite par M. Wu Tianjun, membre permanent du Comité du Parti communiste chinois pour la Province du Henan et Secrétaire du Comité du PCC pour la ville de Zhengzhou

Délégation du Parti communiste du Vietnam

M. Abdullah Naïbi, président d'Ayenda (Afghanistan) et membre de la direction (ex-président de la présidence tournante) de la Coordination des démocrates et progressistes d'Afghanistan

Mme Ibarruri Aïdit du Parti communiste-11e Congrès d'Indonésie



peut-on changer l'Europe ?

Le débat organisé à la Fête de l'Humanité au Village du Monde réunissait plusieurs représentants de partis de la gauche transformatrice européenne : Yiannis Bournous (Syriza), Stavros Yerolotsites (AKEL), Anna Camposampiero (Rifondazione comunista), Angel Campo (Parti communiste de Catalogne), Gilles Garnier (PCF) ainsi que Georges Grolios, président du syndicat des enseignants de Thessalonique.

Dans son intervention, **Yiannis Bournous** a insisté sur la dégradation de la situation économique, politique et sociale en Grèce. La crise n'est pas seulement économique et financière (mémoire d'austérité, explosion du chômage et de la pauvreté, récession en hausse, dette très élevée) ; une crise qui, « si on ne les arrêtait pas pourrait déboucher sur un "cannibalisme" social », c'est une crise de la démocratie, avec le renforcement de l'autoritarisme, de la répression, la mise sous tutelle du pays par la troïka, la montée des exactions commises par l'extrême droite néo-nazie. Les résistances contre cette politique restent extrêmement fortes, avec notamment le développement de mouvements de solidarité, la convergence des mouvements politiques et sociaux et les élections de juin 2012, qui, avec l'important succès de Syriza, ont marqué un premier élément de rupture avec ces politiques régressives.

Georges Grolios a montré comment la Grèce restait le terrain d'expérimentation des politiques néolibérales avec l'attaque sans précédent contre l'éducation publique et le droit du travail : la richesse du pays est vendue aux multinationales. Cette politique peut être inversée par la montée de la confrontation

sociale, comme le démontre la grève politique des enseignants grecs, et par la consolidation des institutions démocratiques, le développement du secteur public, la protection du travail, la nationalisation des grandes entreprises et des banques, le non paiement de la dette et son annulation.

Pour **Stavros Yerolotsites**, l'Union européenne peut changer si elle se transforme avec la montée des luttes en une Europe des peuples. Les récents événements à Chypre montrent ce qu'est l'UE aujourd'hui, une forme avancée du capitalisme avec des politiques qui ne diffèrent plus des orientations prises par l'impérialisme dans d'autres centres de la planète. C'est ce qui a été décidé dès sa fondation avec les différents traités et les liens avec l'OTAN. Les peuples que l'on tente de bâillonner n'ont pas été consultés pour donner leur avis sur des politiques qui ont de dures conséquences sur le vécu des gens.

Chypre subit une très dure attaque du FMI et de l'UE. Les récentes décisions de l'eurogroupe avalisées par la Troïka et le gouvernement de droite vont créer un choc inouï pour l'économie et le peuple chypriotes : diminution des salaires, des retraites, des dépenses publiques, qui amènent la récession, le chômage et la pauvreté, bradage de la richesse publique aux monopoles internationaux. L'Europe, ce n'est pas seulement l'UE et les directives de Bruxelles, c'est aussi la lutte démocratique des peuples du continent, c'est l'Europe des valeurs humaines, de la paix, de la solidarité, des droits sociaux et politiques.

Pour **Anna Camposampiero**, tout est fait, en Italie comme ailleurs en Europe, pour faire croire que le pire de la crise serait derrière nous. Peu importe que dans la vraie vie la crise se fasse sentir de plus en plus durement. L'UE tente aujourd'hui d'imposer, au nom de la « compétitivité », un traité de libre échange avec les EU, qui subordonnerait le droit international au droit commercial des multinationales. La démocratie ne plait pas au capital. JP Morgan a récemment déclaré que le problème de l'Europe résidait dans des constitutions trop orientées vers le social. La Constitution italienne est jugée trop « rigide », alors les gouvernements successifs s'emploient à la « violer », notamment avec l'inscription de l'équilibre budgétaire qui impose à l'Italie, avec une austérité permanente, la fin de l'État social. La question démocratique est donc un axe de lutte fondamental. En Italie,





débat Europe

le PRC a adhéré au mouvement de défense de la Constitution, mais la réponse ne peut être qu'euro-péenne. Nous devons construire un front commun qui réunisse toute la gauche anticapitaliste et de nouveaux rapports avec les mouvements sociaux.

Après avoir salué les marcheurs *Pour la dignité et contre les expulsions*, venus d'Andalousie et présents lors du débat, **Angel Crespo** voit d'abord l'Europe comme l'expression de rapports de forces reflétant l'état de la lutte des classes. L'offensive hégémonique néolibérale caractérise le moment actuel de la construction européenne et touche tous les aspects de la société et de la vie des gens : les rapports de production (moindre conscience de classe), la reconfiguration du rôle de l'État, avec la réduction de l'État social, les privatisations, un autoritarisme renforcé et la subordination militaire à l'OTAN. La crise rend encore plus évidentes les inégalités avec une Europe à plusieurs vitesses et l'élargissement de la brèche Nord-Sud. L'Europe est donc à reconstruire, en mettant au centre du processus la mobilisation et les luttes sociales et politiques pour modifier le rapport des forces : en développant la lutte idéologique ; en cherchant l'unité face aux politiques néolibérales ; en améliorant la coordination des forces sociales et politiques dans le cadre européen ; en développant des alternatives mettant au centre la démocratie, la souveraineté des peuples, l'égalité des droits et la transformation de la société dans une perspective socialiste.

À son tour, **Gilles Garnier** montre que, partout, les classes dirigeantes tentent de casser le modèle social et démocratique (en France issu de l'après guerre). Souvent les médias donnent une image de la crise au sein de la zone euro et, de plus en plus dans l'ensemble de l'Europe, faite de chiffres et de déclarations lénifiantes : « ça ira mieux demain », disent-ils alors que partout les ravages continuent ; partout la crise prend le visage de ces enseignants grecs en lutte, de ces marcheurs espagnols contre les expulsions, et de tant d'autres encore comme l'ont dit, avec des exemples concrets, nos amis et camarades grecs, chypriotes italiens et catalans. Ils nous ont décrit les nouvelles solidarités qui se créent, les luttes qui se mènent avec les syndicats et les mouvements associatifs. Tous ont conclu à la nécessité d'un changement du rapport de force dans chacun de leur pays mais aussi au plan européen. Oui, il y a donc des raisons d'espérer. Les principaux syndicats européens se sont opposés au dernier traité ; les dynamiques engagées tant par l'Altersummit qu'au sein du PGE ou de notre groupe au Parlement européen, doivent et peuvent se concrétiser dans les urnes, afin d'arrêter la spirale austéritaire, mais surtout pour exiger une refondation totale de la construction européenne. Le défi est là, les forces qui contestent la dérive ultralibérale aussi. Arriverons-nous à fédérer toutes ces énergies, tout ce courage ? Il le faut si nous ne voulons pas que nos concitoyens et concitoyennes se trompent de colère.

José Cordon

Les **marcheurs pour la dignité et contre les expulsions**

venus de Cordoue,
ont fait étape à la Fête de l'Humanité,
avant de se rendre à Bruxelles,
où ils ont été reçus par les représentants
de Izquierda Unida et IC-Verds au Parlement européen.
Il ont exprimé à ces occasions les dures conditions
que subissent des milliers de familles espagnoles,
condamnées à l'exclusion,
et souligné également combien les politiques d'austérité
européennes détérioraient, comme jamais auparavant,
les vies des peuples européens.



ils étaient à la Fête

Die Linke (Allemagne)
Syriza (Grèce)
Parti communiste portugais
Parti communiste d'Espagne
Parti communiste de Catalogne
Rifondazione comunista (Italie)
Parti des communistes italiens
Parti communiste Wallonie-Bruxelles
Parti du travail (Belgique)
Sinn Fein (Irlande)



MOYEN-ORIENT PALESTINE

Comme chaque année, la Palestine a été présente à la Fête de l'Huma. Cette année, la question centrale était le sort des milliers de prisonniers politiques palestiniens dans les prisons d'Israël.*

Le vendredi, au **Village du Monde**, Patrick Le Hyaric a évoqué la **campagne Libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens**. Il était entouré de Fadwa Barghouti, avocate et épouse de Marwan Barghouti, Issa Qaraq, ministre palestinien des Prisonniers, Majed Bamy, chargé du dossier des prisonniers palestiniens au ministère des Affaires étrangères/État de Palestine.

Depuis la Conférence *Freedom and Dignity* d'avril dernier à Ramallah, une campagne internationale pour la libération des prisonniers à travers la figure emblématique de Marwan Barghouti s'organise. Elle sera lancée dans quelques semaines à partir de l'Afrique du Sud et la France devra y prendre toute sa part. Depuis sa condamnation en 2005 (il a été arrêté en 2002), *l'Humanité* n'a cessé de se battre pour Marwan Barghouti qui incarne l'unité du peuple palestinien.

Samedi, au **stand de l'AFPS**, le débat **Agir contre la colonisation** était animé par Claude Léostic, présidente de la Plateforme des ONG pour la Palestine avec les représentants d'organisations syndicales, la CGT avec Pierre Coutaz et Solidaires avec Christian Pigeon (le représentant de la FSU n'ayant pu être présent) évoquait l'engagement des syndicats sur des questions internationales. La mobilisation pour convaincre Orange de rompre son partenariat avec un opérateur israélien instrument actif de la colonisation, le combat mené par la Plateforme pour le repérage et l'étiquetage des produits des colonies, comme avec celui qui s'engage maintenant autour

des nouvelles « lignes directrices » de l'UE sont exemplaires de ces engagements.

Dimanche, au **stand de l'AFPS**, se retrouvaient autour de son président d'honneur, Jean-Claude Lefort, Fadwa Barghouti, Majed Bamy et Sahar Francis, avocate et directrice de l'ONG *Addameer*. Cette association apporte un soutien moral et juridique aux prisonniers et aux familles. Elle milite pour la défense des droits des prisonniers palestiniens, notamment en faveur des enfants prisonniers et contre la pratique de la détention administrative (pratique utilisée par l'armée israélienne pour détenu un prisonnier sans chef d'inculpation).

Tous ont insisté sur le fait que la question des prisonniers est une question politique essentielle (toute la société palestinienne est confrontée à cette situation). Une des erreurs d'« Oslo » a été de ne pas exiger la libération des prisonniers avant la conclusion des accords, dans d'autres cas historiques il s'agit d'une condition essentielle. Cette question ne doit pas seulement être traitée dans le cadre binational mais elle doit devenir une question internationale. L'AFPS a rappelé la campagne de parrainage des prisonniers politiques palestiniens qu'elle a lancée.

Dans les différents **stands de la solidarité avec la Palestine**, ceux de l'AFPS, l'AJPF, de la **Mission de Palestine en France**, celui commun de l'UJFP/**Génération Palestine/BDS France/CCIPPP**, on trouvait de nombreuses publications. Au **Village du livre**, Pierre Stambul, co-président de l'UJFP, signait son livre *Israël/Palestine : du refus d'être complice à l'engagement* et les militants faisaient signer :

- la **pétition contre la circulaire scélérate d'Alliot-Marie** qui permet de poursuivre des citoyens relayant la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions), laquelle devrait aboutir à la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël tant qu'Israël ne respecte pas le droit international,
- la **pétition contre le plan Praver** qui illustre à nouveau le projet l'épuration ethnique en Israël,
- les **cartes postales de la campagne Orange** en direction du PDG d'Orange.

En dehors de ces moments forts, la **solidarité avec le peuple palestinien** s'exerçait dans d'autres lieux.

Samedi, au **stand de Bobigny-Drancy**, autour d'Anne-Marie Boissonade et Lydia Samarbakhsh, responsable au PCF des questions internationales, Anwar Abu Eishah, ministre de la Culture du gouvernement palestinien, Khaled Asaily, maire d'Hébron échangeaient sur **Développer le soutien politique pour une Palestine libre, agir ici et maintenant**.

Lydia Samarbakhsh a rappelé l'engagement du PCF à soutenir les partisans du dialogue et de la paix sur trois fronts : la Palestine doit devenir le 194^e État-membre de l'ONU, sur le plan économique, sanctionner l'économie



au stand de Bobigny
le maire d'Hébron découvre la brochure Palestine du PCF



MOYEN-ORIENT PALESTINE

coloniale israélienne en suspendant l'Accord d'association entre Israël et l'UE et aider au développement de l'économie palestinienne et enfin s'engager dans la campagne internationale pour la libération des prisonniers. Anwar Abu Eishah a insisté sur le rôle de la culture dans la société palestinienne. Khaled Asaily nous a dit le quotidien d'une ville de 200 000 habitants occupés par 500 colons « protégés » par 2 000 soldats israéliens.

On pouvait découvrir des **productions palestiniennes en lien avec les coopératives agricoles, de l'artisanat des camps, de la poterie d'Hébron**. Des entreprises comme le Philistin et Andines conjuguent leur soutien à l'économie palestinienne et commerce équitable.

Une **exposition sur le Bédouins du Neguev organisée par l'UJFP** était visible au stand de l'AFPS.

N'oublions pas, si les Palestiniens nous demandent d'être leurs ambassadeurs, ils n'ont pas besoin de nos leçons, mais nous nous avons besoin d'eux, de leur courage, de leur détermination, eux qui souffrent d'un « mal incurable qui s'appelle l'espoir ».

débat sur la Syrie



au stand du Front de gauche

le débat **Refuser l'engrenage de la guerre. Soutenir le peuple syrien** s'est tenu le vendredi 13 septembre au soir au stand du Front de gauche

un débat à la fois pluriel, unitaire et convergent sur la Syrie avec les intervenants du PCF : Jacques Fath
du Parti de gauche : Christophe Ventura
du PCOF : Christian Pierrel
de la Gauche unitaire : Vincent Boulet
et du Mouvement de la Paix : Yves-Jean Gallas

succès des rendez-vous solidaires avec les Kurdes



Nos trois amies kurdes, Rojbin, Sakiné, Leyla, lâchement assassinées dans leur bureau à Paris en janvier 2013, ne sont pas tombées dans l'oubli. **Le Village du monde leur a rendu hommage** de plusieurs façons. Lors du discours de Patrick le Hyaric devant les personnalités rassemblées pour l'inauguration du Village, par la création d'une place et un temps fort de témoignages devant un public nombreux, divers, venu aussi s'informer.

Pour ce temps d'échange, **Fayik Yagizay**, représentant du BDP (Parti pour la paix et la démocratie en Turquie), a redonné le contexte actuel, préoccupé par le gel des négociations tenant compte du refus d'Erdogan, Premier ministre turc, d'engager des réformes sérieuses reconnaissant les droits des Kurdes et de libérer les prisonniers politiques. **La Turquie est aujourd'hui la plus grande prison au monde**, notamment pour les journalistes et les élus, et les procès se poursuivent. Djémilé Yeshilchay, co-présidente de la Fédération des associations kurdes de France a dénoncé les pressions régulières que continuent de subir les militants en France.

L'émotion a gagné le public lorsqu'elle les parents de Robjin, droits, dignes, terriblement meurtris ont, par la parole du père, dit leur incompréhension que le crime politique puisse avoir eu lieu au cœur de la capitale, eux qui étaient venus se réfugier en France aussi pour leurs enfants... Lydia Samarbakhch, assise près d'eux, a offert, avec intensité, des paroles d'amour, de partage et de colère. Elle a rappelé l'engagement du PCF aux côtés du peuple kurde pour obtenir de la part des autorités françaises toute la vérité et le respect de leurs droits en France comme dans les quatre pays qui coupent le Kurdistan.

Cette Fête 2013 aura aussi connu le succès du lancement de **l'Association de solidarité France-Kurdistan** déjà relayée par des jeunes dans différentes régions de France.



la Paix : comme la prune de nos yeux !

La Fête de l'Humanité 2013 s'est très ostensiblement placée sous l'exigence de la paix. À commencer par l'affiche de l'édition 2013 qui arbore, discrètement mais sûrement, comme un clin d'œil entendu, la colombe de la paix.



Comme chaque année, le Mouvement de la Paix a tenu un stand et organisé des débats (sur la culture de la paix, sur la Syrie, sur le lien entre les politiques d'austérité et la guerre...). Les stands d'ATTAC, de l'Association des médecins français pour la prévention contre la guerre nucléaire (AMFPGN), d'Armes nucléaires STOP, notamment, ont également animé des débats et ont permis, par leur présence, de rendre visibles les batailles pour le désarmement, la dissolution de l'OTAN...

Le Village du Monde a acbat sur l'exigence du désarmement nucléaire, avec la participation de Francis Wurtz pour le PCF, d'Arielle Denis, directrice de la Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire-ICAN et de Paul Quilès, ancien ministre de la défense, co-auteur de *Arrêtez la bombe !*

Pierre Laurent, dans son discours aux personnalités du monde associatif, politique, syndical prononcé le samedi 14 septembre au stand du Conseil national du PCF (<http://44.pcf.fr/43961>) et lors du grand meeting du dimanche 15 septembre sur la grande scène (<http://www.pcf.fr/43946>), a évoqué l'urgence d'une solution politique et pacifique en Syrie, bien sûr, mais aussi la nécessité pour les communistes de porter haut et fort la voix de la paix. La paix n'est pas une anomalie ! Il nous faut travailler à d'autres relations internationales, entre les États, entre les peuples, pour construire un monde plus juste, solidaire, multilatéral.



ils étaient à la Fête

Abraham Behar, président de l'AMFPGN
Arielle Denis, directrice de la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires
Paul Quilès, ancien ministre de la Défense

Claire Chastain et Laurent Pagnier ont participé, pour le PCF, à l'inauguration du stand du Mouvement de la Paix vendredi 13 septembre

Le 21 septembre, à l'occasion de la Journée mondiale pour la paix, les communistes se sont mobilisés.

LA GRANDE PAIX HUMAINE EST POSSIBLE.

Jean Jaurès

Tract *Halte à la Guerre ! Paix et démocratie en Syrie*

http://www.pcf.fr/sites/default/files/tract_syrie_0.pdf

L'année 2014, année du centenaire de la Première Guerre mondiale, sera l'occasion de remettre la paix au centre des débats. De très nombreuses activités sont en préparation, parmi lesquelles : à Verdun en janvier un séminaire européen, et à Sarajevo du 6 au 9 juin une rencontre internationale pour la Paix (<http://www.peaceeventsarajevo2014.eu/>).

rencontre entre le PCF le Parti communiste martiniquais et le Parti communiste réunionnais

Lors de l'ouverture de la Fête de l'Humanité s'est tenue au siège national du PCF une rencontre réunissant **Pierre Laurent, Lydia Samarbakhsh, Jean-Louis Le Moing** pour le PCF, **Fernand Papaya** pour le PC martiniquais, **Fabrice Hoareau et Roland Robert** pour le PC réunionnais.

Lors de cet échange fraternel, Pierre Laurent a précisé à ses interlocuteurs l'appréciation du PCF sur la situation nationale et internationale et rappelé les objectifs des communistes français pour contribuer à ouvrir une alternative. Les responsables du PCM et du PCR ont dépeint la dure réalité économique et sociale de leurs départements, marquée par un chômage massif, une dégradation accélérée de la situation et une panne d'avenir préoccupante. Il a été convenu de la nécessité de poursuivre le travail engagé entre les différents partis sur les questions touchant à la responsabilité des peuples et à l'autodétermination. À cet effet, des discussions et des initiatives seront développées. De même, il a été convenu du bien fondé de prises de positions communes sur des sujets de préoccupation partagée ainsi que de l'inscription des élections européennes dans l'agenda de travail de chacune de nos formations.

Jean-Louis Le Moing

ESTIVALES DU FRONT DE GAUCHE

Jacques Fath a participé au débat *Désarmer les premiers ?* et Yann Le Pollotec, au débat *Faut-il achever l'OTAN ?*

Marine Malberg est intervenue au débat sur *Mali et droit d'ingérence*.

Obey Ament a participé aux débats *Quel bilan des expériences progressistes au pouvoir en Amérique latine ?* et *1973 le Chili*.

Latifa Madani a participé au débat *Turquie, Tunisie, Egypte : état des lieux*.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PCF

Le « Modèle allemand »

par Bruno Odent, journaliste, auteur de l'ouvrage

Les enjeux de l'espace sahelosaharien

avec Chrystel Le Moing de la Fondation Gabriel-Péri et Grégory Giraud, géographe, chercheur indépendant

Quelle sortie de crise en Syrie ?

avec Lydia Samarbakhsh

Palestine-Israël : quel chemin pour la paix ?

avec Taoufiq Tahani, président de l'Association France-Palestine Solidarité, Nordine Idir, secrétaire général du MJCF et Lydia Samarbakhsh

La conflictualité sous l'apartheid en Afrique du Sud : au-delà des mythes

avec Raphaël Porteilla, professeur à l'université de Bourgogne

Europe : du marché transatlantique aux politiques d'austérité
avec Patrick Le Hyaric, directeur de *l'Humanité*, député européen

Mobilisation de Taksim, quelles causes et quel rôle de la jeunesse de Turquie ?

avec Deniz Uztopal, président de la DIDF (Fédération des associations de travailleurs et de jeunes), Lorène Barillot, journaliste, animé par Jules Rondeau, membre de l'UEC

Projection du film *Rouge Bengale* et discussion sur l'expérience communiste au Bengale

avec le réalisateur Joy Banerjee, journaliste chez France Télévision

Accaparement des terres sur le continent africain : le néocolonialisme en marche

avec Maureen Jorand (CCFD-Terre Solidaire), Ambroise Mazal, secteur *Agriculture* (PCF), Dominique Josse (co-animateur Afrique/PCF)

Projection du film *Ez Kurdim*

avec Antoine Laurent co-réalisateur, Marie-Christine Vergiat députée européenne Front de gauche, Sylvie Jan réseau PCF/Kurdistan

Visio-conférence. Brésil : la gauche au défi de la contestation populaire

avec Valter Pomar, membre de la direction nationale du Parti des travailleurs (PT) au Brésil et secrétaire exécutif du Forum de Sao Paulo, Cécile Dumas, secrétaire départementale des Alpes-Maritimes et membre du Conseil national, animé par Lydia Samarbakhsh

AFRIQUE

Rencontre entre Albert Moutoudou, secrétaire général de l'UPC au Cameroun et Sylvie Jan pour le PCF. Il a été longuement évoqué la situation très inquiétante des progressistes, des syndicalistes, des défenseurs des droits humains au Cameroun. Après avoir été arrêté et emprisonné, Albert Moutoudou a reçu des menaces de mort. Maximilienne Ngo Mbé, directrice du **Réseau de défense des droits humains en Afrique centrale**, reçoit aussi régulièrement des menaces très inquiétantes (Paris, le 8/08/2013).

Communiqué commun avec le **Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques**, suite aux élections : « Législatives et municipales, une mascarade de plus... » (30/09/2013).

Communiqué de presse suite au discours de François Hollande à Bamako, au **Mali** : « Afrique, Syrie, la France doit choisir la paix » (<http://www.pcf.fr/44194>).

Rencontre entre le secrétaire général du PIT du **Sénégal**, **Magatte Thiam et Lydia Samarbakhsh** pour le PCF accompagnée de Sylvie Jan. Cette rencontre a permis d'avoir un échange de vues sur la situation politique des deux pays. Le PIT s'apprête à recevoir prochainement à Dakar le **Forum de la gauche africaine**, l'ANELF (Paris, 18/09/2013).

Communiqué de presse suite au massacre commis dans le centre commercial de Nairobi, au **Kenya**, par des djihadistes : « Sortir du chaos » (<http://www.pcf.fr/44391>).

Communiqué de presse : « Le PCF rend hommage au dirigeant syndicaliste ivoirien décédé, **Basile Mahan Gahé** » (www.pcf.fr/44001)

Communiqué de presse : « **Soudan** : halte à la répression militaire » (www.pcf.fr/44507)

ASIE

Le 26 août, Lydia Samarbakhsh a reçu, au siège du PCF, **M. Pallab Sengupta, secrétaire général du Parti communiste indien, et M. R. Arun Kumar, responsable international du Parti communiste indien marxiste.**

Participation de Lydia Samarbakhsh à la réception donnée par l'Ambassade du **Vietnam** le 2 septembre.

Le 30 septembre, Lydia Samarbakhsh, Christiane et Pierre Marcie, Dominique Bari ont assisté à la célébration donnée à l'occasion des **64 ans de la République populaire de Chine**.

EUROPE

Les 7 et 8 septembre à Bilbao, Gilles Garnier a participé pour le PCF à une **rencontre organisée par La Gauche unie, le PCE et le PGE.**

Fête du Parti communiste d'Espagne, du 20 au 22 septembre à Madrid, avec Laurent Perea pour le PCF.

Fête de l'Avante, à Lisbonne au Portugal, du 6 au 8 septembre, participation d'Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national du PCF.

Rencontre de Rifundazione comunista à Rome, avec la participation de Gilles Garnier, du 20 au 22 septembre.

GUADELOUPE ET MARTINIQUE

Une délégation du PCF, composée de Lydia Samarbakhsh et Jean-Louis Le Moing, s'est rendue en Guadeloupe et en Martinique et a rencontré nos camarades des partis PCM et PCG, du 20 au 24 juin.

AMÉRIQUE LATINE

Gilles Garnier, responsable Europe du PCF, accompagné de Christophe Le Flech et d'Obey Ament, en charge de l'Amérique latine, ont participé au **Forum de São Paolo**, à São Paolo au Brésil, du 31 juillet au 4 août 2013.

Laurent Pereira a représenté le PCF au **Sommet des Peuples**, à l'invitation du gouvernement de Bolivie, à **Cochabamba** du 29 au 31 juillet 2013.

Participation d'Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national du PCF, au rassemblement pour le **40e anniversaire du coup d'État au Chili**, organisé par France Amérique latine, le 11 septembre devant l'ambassade du Chili à Paris.

Participation de Lydia Samarbakhsh et Obey Ament à la réception donnée à l'Ambassade du Brésil le 6 septembre, à l'occasion de la **Fête nationale brésilienne**.

À l'occasion de la **Fête de la liberté**, organisée par la section PCF de Niort les 7 et 8 septembre, Lydia Samarbakhsh a participé le 7 septembre à un débat sur la thème **Dictature économique, dictature politique, l'Amérique du Sud s'en sort, l'Europe y plonge ?**

Rencontre de Pierre Laurent, Lydia Samarbakhsh et Obey Ament avec **Juan Ramon Quintana, ministre de la présidence de Bolivie**, le 6 septembre.

Le 12 septembre, Pierre Laurent, Lydia Samarbakhsh et Obey Ament ont rencontré, lors d'un déjeuner, **Michel Mujica**, nouvel **ambassadeur du Venezuela** en France.

Patrice Bessac, membre du Comité exécutif du PCF, a participé au débat sur **L'héritage du président Hugo Chavez et la consolidation de la révolution bolivarienne** avec Nicolas Maduro, le samedi 14 septembre au stand de l'ALBA à la Fête de l'Humanité.

Pierre Laurent et André Chassaigne, député, président du groupe communiste et républicain à l'Assemblée nationale, président du groupe d'amitié parlementaire France-Cuba, ont participé à la **cérémonie d'inauguration de la place des 5 de Miami à la Fête de l'Humanité** le vendredi 13 septembre.

André Chassaigne, le 14 septembre au **stand de Cuba si**, a reçu officiellement la **délégation cubaine à la Fête de l'Humanité**.

Rencontre de Lydia Samarbakhsh et Obey Ament avec **José Reinaldo, secrétaire national de communication du PCdoB**, le 16 septembre.

Rencontre de Lydia Samarbakhsh et Obey Ament avec **Jaime Caycedo, secrétaire général du PC colombien**, le 17 septembre.

TURQUIE

Le 10 juillet, la **section PCF de Montreuil** a organisé un **débat sur la situation en Turquie**, auquel a participé Lydia Samarbakhsh, avec l'écrivain Nedim Gürsel et Patrick Kamenka, journaliste.

KURDISTAN

Accueil au **siège du PCF** par Sylvie Jan, de la **Rencontre européenne des jeunes femmes kurdes** avec la participation de 150 militantes afin de s'organiser en nouvelle association européenne. Les thèmes abordés ont été la lutte pour la reconnaissance de leurs droits, l'exigence de vérité sur le triple assassinat politique commis à Paris en janvier dernier contre Rojbin, Sakinê et Leyla, l'éducation à la langue kurde, la lutte contre les violences commises contre les femmes, notamment le mariage forcé. L'exigence de vivre enfin libérées des guerres et la volonté de paix ont traversé les nombreuses interventions. A aussi participé à cette rencontre, pour le réseau PCF/Kurdistan, Estelle Le Joncourt (Paris, 5/09/2013).

PAIX-DÉSARMEMENT

Participation de Christine Mendelsohn, membre du Conseil national, représentante du PCF à l'exécutif du PGE, à la **Conférence internationale des maires pour la Paix**, tenue à **Aubagne** les 20 et 21 septembre (programme et déclaration finale : <http://peacecities2013.wordpress.com/>)

QUÉBEC

Rencontre de Lydia Samarbakhsh avec les représentants du **Parti communiste du Québec** à la Fête de l'humanité, le 18 septembre.

MONDE ARABE

Participation de **Michelle Demessine, sénatrice PCF du Nord, à la délégation de parlementaires en Tunisie**, en soutien aux parlementaires tunisiens en lutte, le 31 août.

Rencontre de Lydia Samarbakhsh avec **Marie Debs, secrétaire générale adjointe du Parti communiste libanais**, le 27 août.

Rencontre de Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté avec une **délégation du Parti du peuple syrien**, le 4 septembre.

Rencontre de **Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, avec Khaled Hadad, secrétaire général du PC libanais**, le 11 septembre.

Rencontre de Lydia Samarbakhsh avec **Fadwa Khader, dirigeante du PPP de Palestine**, le 21 septembre.

Quels nouveaux rapports entre l'UE et le Maghreb ?

C'est la question qui s'est débattue à la Fête de l'humanité au stand des Hauts-de-Seine. L'importance de cette question a suscité un grand intérêt.

En effet, la poursuite des accords de libre échange à travers les accords d'association est inacceptable pour les progressistes tunisiens et marocains, du fait des conséquences sur leur économie et du coût social. C'est pourtant l'objectif de l'UE avec la mise en œuvre des Accords de libre échange complets et approfondis (ALECA).

À partir d'une étude réalisée par Michel Cermak, le débat animé par Patrick Margaté pour le secteur international du PCF a permis que s'expriment le premier responsable des partis progressistes et leurs représentants en France.

On notait la participation de Nabila Mounib, secrétaire nationale du PSU Maroc, d'Ali Boutouala, secrétaire général adjoint du PADS Maroc, de Saïd Sougty pour la Voie démocratique Maroc pour l'Europe, Hedi Sraieb pour Al Massar France, Jilani Hamami, porte-parole du Parti des Travailleurs (Tunisie) et Mawaheb Mosbah, représentant en France du Parti des Patriotes démocrates unifiés. On notait également dans le public la présence de Samir Taieb, Nadia Chabane, députés Al Massar à l'ANC, Mongi Rahoui pour le PPDU et Mustapha Brahma, secrétaire général de la Voie démocratique.

Marie-Christine Vergiat, députée européenne Front de gauche, devait, en conclusion, confirmer la nécessité de faire de ces questions un sujet public, afin que les citoyens, les associations, les syndicats et les partis politiques ne soient pas tenus à l'écart des discussions que vont engager leur pays pour de longues années prisonniers un peu plus encore des logiques libérales.

Patrick Margaté
Monde arabe-iran



- **Réunion des Partis communistes et ouvriers à Lisbonne** du 8 au 10 novembre
Gilles Garnier et José Cordon représenteront le PCF
- **Convention nationale du PCF sur le projet européen** le 16 novembre www.pcf.fr
- **Congrès du PCdoB** du 13 au 16 novembre à São Paolo
- **Rencontre nationale des responsables du PCF aux questions internationales**
le 30 novembre 10h-16h au siège national

un nouvel espace de débat pour une autre Europe



feuilleter en ligne

<http://www.calameo.com/read/002773116cec5df89d57a>

SUGGESTIONS DE LECTURE

**La cassure :
l'état du monde 2013**
sous la direction de
Bertrand Badie, Dominique Vidal
La Découverte



**Modèle allemand
une imposture**
Bruno Odent
Le Temps des cerises



**Grand marché
transatlantique, Dracula
contre les peuples**
Patrick Le Hyaric
L'Humanité



**pour
comprendre
agir
rassembler**



pour plus d'information
et pour obtenir la brochure :
lhopitault-nathalie@wanadoo.fr

CAMPAGNE

**POUR LA LIBERATION DE MARWAN BARGHOUTI
ET DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES PALESTINIENS**



En avril 2013 se tenait à Ramallah la Conférence internationale pour les prisonniers politiques palestiniens. Dans les prisons israéliennes étaient recensés 5 071 prisonniers : 12 femmes, 193 enfants dont 41 de moins de 16 ans, 14 parlementaires (ces chiffres fluctuent continuellement).

Fadwa Barghouti, avocate et épouse de Marwan Barghouti, avec un comité international, travaille au lancement d'une campagne mondiale pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers palestiniens. Le lancement de cette campagne aura lieu dans les prochaines semaines en Afrique du Sud.